

*Anti-inflation—Loi*

**Une voix:** 30 p. 100.

**M. Broadbent:** Quelqu'un dit 30 p. 100. Je ne veux pas me quereller sur les statistiques: 30 ou 35 p. 100 font partie du mouvement syndical. A leur grand mérite, et au déshonneur de la presse, le mouvement syndical a dit que c'était les travailleurs non syndiqués au pays qui allaient en souffrir le plus. C'est ce que nous disons aussi.

Le gouvernement sait qu'un rapport publié la semaine dernière révèle que 50 p. 100 des Canadiens pensionnés sont pauvres. Monsieur l'Orateur, la moitié des pensionnés sont pauvres et 22 p. 100 des Canadiens en général sont dans la gêne.

Le gouvernement n'a rien fait pour hausser le salaire minimum dans les entreprises relevant du gouvernement fédéral. Il n'a rien fait pour encourager les provinces à prendre des mesures analogues.

**Une voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Monsieur l'Orateur, il est regrettable que le compte rendu ne puisse enregistrer qu'un bâillement des députés libéraux de l'arrière-plan. C'est un libéral de l'arrière-plan qui a poussé le plus gros soupir quand j'ai mentionné que la plupart des Canadiens étaient dans la gêne. Il sait que le gouvernement a un cabinet qui est le mieux rétribué au monde. Je me demande combien de Canadiens le savent. Le cabinet fédéral est le mieux payé au monde et il vient de s'accorder une majoration appréciable. Je n'ai pas encore vérifié la chose, mais je suppose que 5 p. 100 des plus hauts fonctionnaires au Canada sont également les mieux rémunérés au monde. Je n'ai pas vérifié la chose, mais je pense que c'est vrai.

Une belle petite élite satisfaite d'elle-même dirige le pays. Elle agit d'une part par le secteur des entreprises et, d'autre part, par le parti libéral du Canada. Ses membres sont tellement coupés de la réalité qu'ils peuvent présenter un programme comme celui-ci en ayant l'audace de dire que les gagne-petit peuvent obtenir \$600, montant qu'ils ont relevé. On peut maintenant gagner \$7,500 par année sans qu'ils regimbent. Ils savent très bien qu'il est absolument impossible aux travailleurs non syndiqués d'obtenir cette augmentation.

Les libéraux n'ont rien fait pour la grande majorité des Canadiens et de Canadiennes non syndiqués; ils n'ont rien fait pour les pensionnés dont la moitié vivent dans l'indigence et ils ont tout fait pour fournir des échappatoires aux sociétés, qu'il s'agisse de banques, de spéculateurs fonciers, de chaînes de marchés d'alimentation ou quoi que ce soit d'autre. C'est une mesure législative type: elle favorise les nantis aux dépens des démunis. C'est précisément à cause de cela que nous nous y opposons.

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, il s'agit ici d'une mesure législative très importante proposée à la population canadienne. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les interventions des députés de l'opposition officielle depuis que nous avons été saisis du bill de même que celles des députés libéraux de l'arrière-plan aux stades de la deuxième lecture et du rapport.

**Une voix:** A tous les stades.

**M. Peters:** Ces interventions ont fait ressortir les faiblesses et les injustices contenues dans la mesure comme le démontre le fait que nous observons une agitation grandissante dans un large secteur de la population. Les Canadiens sont nombreux à s'étonner des difficultés que ce bill a suscitées. Cela résume assez bien la situation.

[M. Broadbent.]

● (2140)

Une grande partie de la population s'oppose violemment à ce bill. Bien peu s'imaginent qu'il les avantagera d'une façon ou d'une autre. Ceux à qui j'en ai parlé sont sans opinion à son sujet, quand ils ne s'y opposent pas violemment. Je n'ai rencontré personne qui soit d'accord avec ce bill.

J'ai lu les conclusions du Livre blanc. Il y a peut-être lieu de faire consigner deux alinéas au compte rendu, de façon que les députés, surtout du côté du gouvernement, puissent décider si ce débat réalise vraiment l'un des objectifs mentionnés dans les conclusions du Livre blanc. Si nous ne les avons pas atteints tous, ou du moins la majorité d'entre eux, nous n'avons pas fait ce que les Canadiens attendaient de nous.

Il est vrai que presque tous les Canadiens ont bien accueilli la déclaration du premier ministre (M. Trudeau) le Jour d'actions de grâces. Il y a une raison à cela: le premier ministre avait enfin décidé de faire quelque chose pour régler ce problème. Tout le monde est touché par l'inflation. Par conséquent, quand le premier ministre a dit que le gouvernement ferait quelque chose, qu'ils soient bons, mauvais ou indifférents, tous les Canadiens ont été intéressés.

Depuis ce temps, les Canadiens écoutent la radio, regardent la télévision et lisent les journaux. Ils n'ont pas entendu le premier ministre expliquer le moindre aspect du bill à la Chambre. Cependant, il a parcouru tout le pays pour l'expliquer. Il a été incapable dans presque toutes les régions, même lorsque l'auditoire lui était favorable, de les convaincre qu'il était en bonne voie de réaliser les objectifs contenus dans les conclusions du Livre blanc sur l'inflation. Certaines de ces conclusions méritent qu'on s'y arrête à ce stade de la troisième lecture. Je cite un extrait de la conclusion de la brochure «Offensive contre l'inflation: un engagement national»:

Nous devons d'abord prendre, en tant que pays, des mesures énergiques pour freiner et renverser la spirale des coûts et des prix qui sape les bases mêmes de notre économie et de notre société.

Je suis convaincu que tout le monde est d'accord sur cet objectif. Seul un très petit nombre était d'avis que nous devons laisser la spirale des coûts poursuivre son ascension, ce qui aurait été néfaste pour notre économie. Ces gens étaient opposés aux mesures de restrictions parce qu'ils se trouvaient sur une roue de discipline. Tout le monde voulait augmenter son revenu, n'importe comment, parce qu'il avait toute la peine du monde à suivre la hausse du coût de la vie. La société était bouleversée parce que l'inflation dépassait la mesure.

Comme le chef du Nouveau parti démocratique vient de le dire, les pauvres devenaient plus pauvres. Une grande partie vivait sous le seuil de la pauvreté et ne pouvaient rien y faire. Je crois que tout le monde conviendra que l'objectif énoncé dans la conclusion est valable. Cependant, il faut maintenant convaincre les Canadiens que nous avons fait quelque chose pour arrêter la spirale des prix. Nous avons pris des mesures qui empêchent une grande partie de la population de faire face à la hausse de prix. Bien que la hausse des revenus ait été limitée à 10 p. 100, celle du coût de la vie est évaluée à 13 p. 100. De quelque point de vue qu'on se place, tout le monde y perdra. En poussant les choses assez loin, on atteint le stade où tout le monde se situe en-deça du seuil de la pauvreté sauf ceux dont le revenu est autre chose qu'un salaire.